



Extrait du Union des Forces de Progrès

<http://fr.ufpweb.org/spip.php?article2729>

Mauritanie : Un pays politiquement bloqué

- Opinions -



Date de mise en ligne : dimanche 28 mars 2010

Union des Forces de Progrès

Rappelons que le pouvoir du Général Ould Abdoul Aziz, à l'origine, était imposé par la force au peuple mauritanien à l'occasion d'un coup d'Etat contre un pouvoir élu et démocratique.

Rappelons également que ce putsch avait valu à la Mauritanie être mis au ban de la communauté internationale une année durant et dont les conséquences néfastes persistent encore. Et que ce pouvoir a fini par se « légitimer » le 18 juillet dernier suite à des élections contestées par l'essentiel de la classe politique mauritanienne.

Depuis cette accession illégitime puis contestée au pouvoir, il est indéniable qu'une grande inquiétude est installée dans le pays, aucune évolution positive notable n'est apparue au jour aujourd'hui ni perceptible à l'horizon : le pays continue de faire face à un blocage politique très tendu, à la menace terroriste et des narcotrafiquants, à une insécurité intérieure croissante, à des difficultés financières et économiques (la présence du FMI au chevet du pays est un indicateur sérieux et redoutable), à une détérioration accélérée des conditions de vie des citoyens (on parle même de la possibilité d'une famine qui pourrait frapper le pays), la pauvreté touche l'écrasante majorité de la population et dans une conjoncture internationale particulièrement difficile.

Face à ces graves difficultés auxquelles le pays est confronté, on aurait pu attendre de ce pouvoir des prédispositions à opter pour un apaisement du climat politique et social.

Mais malheureusement dans sa pratique et dans ses comportements quotidiens et à travers ses déclarations et discours, cette aptitude semble hors de portée de ce pouvoir. Il s'obstine dans le surenchère, la fuite en avant, soutenu par une majorité hétéroclite sans inspiration, composée des lambeaux du défunt PRDS de Ould Taya et de ses anciens partis satellites et un premier ministre à bout souffle et un gouvernement incompetent et dépassé. En réalité nous assistons à une réédition d'un passé sombre et pas très lointain, cette fois-ci marqué en plus par l'improvisation et l'amateurisme.

Rappelons-nous d'avant 6 août 2005, malgré une situation politique bloquée, malgré plusieurs tentatives de coups d'Etat et malgré des appels répétés de l'opposition au dialogue pour sortir le pays dans l'impasse, le colonel Ould Taya persistait dans sa fuite en avant, persuadait d'avoir raison contre tous, continuait dans le déni total : refusant de voir la réalité en face, prétendant l'inexistence même d'une opposition dans le pays. De plus remarquons que la majorité d'aujourd'hui était aussi celle qui avait prêté allégeance au colonel Ould Taya.

La même école produisant la même recette, nous sommes face à un pouvoir qui refuse le dialogue, confondant dialogue et partage du pouvoir (confirmant au passage que la seule raison du coup d'Etat était en fait une ambition démesurée pour le pouvoir), qui rejette les accords de Dakar qu'il avait lui-même signé et se décrédibilise aux yeux de ses partenaires internationaux et nationaux, qui ferme la porte devant les syndicats et alourdit les tensions sociales, ferme la porte devant la société civile, ferme la porte devant l'opposition et exacerbe les tensions politiques et lui dénie même son existence, et s'enflamme contre le conseil constitutionnel lorsque ce dernier retoque sa loi « anti-terroriste » qui est en réalité une loi liberticide et s'enferme dans ses certitudes illusives, organise des meetings pour se soutenir et s'auto-congratuler, en un mot il plonge sa tête dans le sable ne veut rien entendre ni rien voir et tout va bien dans le meilleur du monde.

Pendant ce temps la situation politique et sociale continue de se dégrader et de s'alourdir, les menaces

Mauritanie : Un pays politiquement bloqué

terroristes persistent, les relations avec les pays voisins ne sont pas au beau fixe et se détériorent inutilement pour des raisons qui relèvent plus de l'humeur que de l'intérêt national et pour ne rien arranger, le premier ministre crée la confusion et réveille les vieux démons des conflits interethniques.

Face à cette façon de gouverner et de gérer un pays affaibli qui échappe à toute logique et face à la gravité des difficultés multidimensionnelles auxquelles le pays est confronté, sa fragilisation par les différentes menaces et par ceux qui rallument les feux des conflits identitaires, il est urgent que le Général Ould Abdel Aziz prenne la mesure de la gravité de la situation et s'engage dans la voie de l'apaisement et de sortie de crise, il agit de sauver le pays. Le danger est à l'intérieur de la maison commune.

Maréga Baba/France